

IL N'Y A PAS D'IMPUNITÉ DANS LA POLICE

« Nous demandons seulement une justice adaptée », plaide **Grégory Joron**, secrétaire général du syndicat **Unité-SGP Police FO**, dans un entretien à notre journal.

Votre syndicat, Unité-SGP-Police FO, a demandé l'application du « code 562 », une sorte de service minimum. C'est le ras-le-bol ?

« Oui, c'est le ras-le-bol, la surcharge de missions... Depuis 2015, on a eu un enchaînement hors norme : les attentats, les manifestations contre la loi Travail, les gilets jaunes, le Covid, les retraites, les émeutes, et bientôt la Coupe du monde de rugby, les JO... Pendant les émeutes, on a eu des tirs à balles réelles contre un policier, 250 commissariats attaqués, 900 blessés, des pillages par des groupes organisés... Après ça, on pouvait imaginer qu'on allait remercier les policiers, en décorer quelques-uns. Au lieu de ça, on fait le procès de la police au travers de quelques affaires. Je précise qu'avec le « code 562 », nous continuons de répondre aux urgences. Nous avons cette force d'avoir la population de notre côté, 70 à 75 % selon les sondages, nous n'alions pas la décevoir. »

Vous êtes entré dans la police en 1999, à 23 ans, vous avez vu les choses évoluer, dans ce soutien de la population ?

« C'est cyclique... Pendant les gilets jaunes, il y a eu une chute assez nette du soutien, et une remontée après. La nouveauté,

c'est le jeu dangereux d'une partie de la classe politique, quand elle affirme que « la police tue », et l'arrivée des réseaux sociaux, avec une radicalisation des 25 ou 30 % de la population qui ne soutiennent pas la police. »

Ceci dit, les violences existent : les morts de Nahel et Mohammed, les blessures de Hedi,

« Bien sûr, mais le problème est que nous avons l'impression que la police n'est jugée que par rapport à ces trois affaires. Les policiers ont un regard très critique sur les collègues qui auraient exercé des violences illégitimes, si c'est démontré, il n'y a pas de débat là-dessus ! Il n'y a pas d'impunité dans la police, contrairement à ce qu'on entend. Je peux vous assurer qu'aucun policier n'a envie de passer devant l'IGPN [corps d'enquête interne, Ndlr]. »

Mais vous réclamez un traitement de faveur devant la justice ?

« Nous demandons seulement une justice adaptée. Dans l'intérêt général de la population, qui a envie de vivre en sécurité, la police, qui a mandat de faire face à une violence de plus en plus forte et récurrente, et qui doit donc user de la force beaucoup plus souvent qu'avant, doit avoir une justice qui tienne compte de cela. »

Donc pas de détention provisoire pour les policiers ?

« Elle doit être l'exception absolue, et là, il y en a deux en trois semaines ! Notre collègue qui a tiré à Nanterre sur le jeune Na-

hel est toujours en détention provisoire pour « trouble à l'ordre public », un mois après... Au départ, en faisant ce contrôle, il fait son boulot. Après, il a eu un dixième de seconde pour décider ce qu'il allait faire... La police est humaine, donc faillible. Et si les policiers se sentent présumés coupables, vous aurez le risque d'une police démobiliée. »

Les trois victimes, Nahel, Hedi et Mohamed, sont d'origine immigrée. La police est-elle raciste ?

« Non, la police n'est pas raciste ! La police nationale recrute dans toutes les couches sociales, tous les milieux, avec des policiers d'origine maghrébine, africaine, pakistanaise... Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de racisme dans la police, car elle est à l'image de la société française : nous avons des voleurs, des alcooliques, des maris frappant leurs compagnes... »

Dans les quartiers, dit la nouvelle ministre de la Ville, les gens veulent « du bleu », des policiers...

« Oui... Avant, il y avait dans toutes les villes, tous les quartiers, un poste de police avec cinq à six collègues qui réglaient les problèmes au quotidien, qui patrouillaient de manière apaisée. On a malheureusement fermé ces emprises pour privilégier une police d'intervention. On a créé des centrales, avec des policiers qui interviennent sur appel, équipés comme des porteurs... On a perdu le lien avec la population. On est en train d'essayer de faire le chemin in-

verse, mais ce sera très difficile de réoccuper ce terrain. Soyons clairs, ça passera forcément par une phase dure, et ça ne peut pas reposer que sur la police nationale. »

Aujourd'hui, qu'attendez-vous du président ?

« Il y a eu des efforts, de l'argent mis sur la table avec la loi d'orientation... Mais l'argent ne suffira pas, il faut redonner du sens. Il faut nous redonner la fierté d'être policier et de faire notre boulot. »

● **Propos recueillis par Francis Brochet**



Grégory Joron. Photo F.B.